



Présentes dans chaque canton de notre pays, dont elles constituent à la fois le maillage du lien social et culturel de proximité et le cœur de la vitalité de tous les territoires, 25 000 associations d'Éducation Populaire remplissent, à travers leurs activités, des missions du quotidien précieuses pour la société et sa cohésion : activités complémentaires de l'École Publique dans l'éducation des enfants, dont elles prennent souvent en charge l'accueil périscolaire, l'accompagnement des jeunes, démocratisation du sport ou de la culture, de l'accès aux vacances, sensibilisation aux enjeux environnementaux, projets d'éducation à la Paix à l'international, défense des droits, des consommateurs, aux questions de citoyenneté et de civisme ... Éclectiques, les objets des structures d'Éducation Populaire ont un but commun : **participer à l'émancipation de chacun.e.**

Pourtant, les associations d'Éducation populaire sont dans une situation financière fragile, qui met en question l'existence de nombre d'entre elles. Les Centres Sociaux et les MJC, souvent membre de notre réseau, se mobilisent d'ailleurs également et déjà sur cette question. Confrontées successivement à la crise sanitaire, puis à l'inflation, elles pâtissent aussi et surtout de l'indifférence et de l'incapacité à agir de nombre des pouvoirs publics. Les soutiens aux associations sont aux mieux stables, voire se dégradent, ne prenant pas en compte les effets de l'inflation et des nécessaires revalorisations salariales. **Ces difficultés font peser des risques importants sur l'emploi et le maintien et la transmission des compétences des salariés.**

Le dernier [baromètre annuel d'Hexopée](#) l'illustre ainsi : près d'un tiers des associations d'Éducation populaire disposent de moins de 3 mois de trésorerie pour mener à bien leurs activités. Un nombre toujours plus important d'entre elles se trouvent confrontées au risque de dépôt de bilan.

Avec les autres organisations représentatives de l'Éducation populaire, Hexopée ne cesse d'alerter les financeurs depuis plus de 2 ans : chaque association d'Éducation populaire qui disparaît contribue au sentiment de déclassement et de relégation des Français, participe à tourner l'expression des citoyens vers l'abstention, le renoncement ou au contraire des formes de radicalité d'action, et est une opportunité de moins pour l'émancipation par la culture, le sport et les loisirs.

Hexopée ne se résigne pas à cette situation, et appelle ses adhérents à se mobiliser. Il ne s'agit plus de nous satisfaire de promesses ou de comités techniques divers renvoyant toujours à plus tard l'examen réel des besoins de financement de l'Education populaire. Il ne s'agit plus aujourd'hui de se contenter d'un exercice de sauvegarde et nous demandons que nos financeurs publics dotent durablement nos associations à hauteur du bénéfice social et éducatif immense qu'elles apportent à la société.

Ce changement urgent et structurel du mode de financement des associations doit notamment se matérialiser dans le cadre d'une conférence des financeurs :

- Par une augmentation des subventions qui permette de rattraper l'inflation cumulée depuis 2022 ;
- Par une modification des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens et des appels d'offre afin de réévaluer leurs dotations en fonction de l'inflation ;
- Par la création d'un fonds de soutien aux associations employeuses en risque de cessation des paiements ;
- Par une accélération du versement des soutiens publics pour améliorer les situations de trésorerie.

Nous attendons ainsi de la part du gouvernement et des financeurs publics des signes de reconnaissance et de valorisation d'un secteur qui le mérite, et sommes disponibles pour travailler en ce sens avec la nouvelle ministre.